

Carlos Lopes

L'Afrique est l'avenir du monde

Repenser le développement



POIDS ET MESURES DU MONDE
SEUIL

POIDS ET MESURES DU MONDE

Le temps n'est plus où nous pensions pouvoir juger du monde entier à l'aune de nos propres manières de penser. La fin de la domination occidentale sur le monde est une chance de retrouver ce « regard persan », ce regard de l'autre sur sa propre culture, qui est plus que jamais indispensable pour accéder à ce qui tient lieu d'objectivité dans la connaissance de l'humain. Aucune civilisation ne saurait se comprendre elle-même sans faire ce pas de côté et apprendre à connaître ce qui la rapproche et la distingue de toutes les autres.

Cette collection est ouverte à des auteurs de tous les continents, qui ont en commun de considérer la diversité des systèmes de pensée, non pas comme un reste d'irrationalité dans un monde destiné à devenir uniforme, transparent et gérable, mais comme un support indispensable à l'institution de la raison dans un monde destiné à demeurer divers et imprévisible.

Alain SUPIOT

L'AFRIQUE EST L'AVENIR
DU MONDE

Du même auteur

Post-colonial African Economic Development
in Historical Perspective, avec Alan Hirsch,
Africa Development, vol. XLV, n° 1, 2020, p. 31-46.

*Structural Change in Africa : Misperceptions, New Narratives
and Development in the 21st Century*, avec George Kararach,
Londres, Routledge, 2020.

*Macroeconomic Policy Framework for Africa's Structural
Transformation*, avec Abdalla Hamdock et Adam Elhiraika,
Londres, Palgrave Mcmillan, 2017.

African Contemporary Challenges,
Londres, Routledge, 2010.

CARLOS LOPES

L'AFRIQUE
EST L'AVENIR
DU MONDE

Repenser le développement

Traduit de l'anglais
par Cyril Le Roy

ÉDITIONS DU SEUIL
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-145942-5

Publication originale en langue anglaise sous le titre
Africa in Transformation ; Economic Development in the Age of Doubt
par Carlos Lopes, édition : 1.

© Springer Nature Switzerland AG et Carlos Lopes, 2019

Cette édition a été traduite et publiée avec l'accord
de Springer Nature Switzerland AG.

Springer Nature Switzerland AG décline toute responsabilité
quant à l'exactitude de la traduction.

© Éditions du Seuil, mars 2021, pour la traduction française

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Remerciements

Je voudrais remercier ici Hany Besada, Stefan Csordas, Charles Akong, Mayer Ngomesia, Adama Coulibaly, Chichi Bodart, Flavia Ba, Stephen Karingi et Ottavia Pesce pour leur aide précieuse dans le travail de recherche, ainsi que Kojo Busia et Inderpal Dhiman pour leur soutien dans la collecte des éléments qui ont permis l'écriture de ce livre. Sandra Baffoe-Bonnie et Mestawet Mistir m'ont aussi apporté un soutien continu. Je tiens à remercier George Kararach pour ses conseils et ses encouragements à la rédaction et Achim Steiner pour le soutien institutionnel. Je suis reconnaissant aussi à mon ami Alain Supiot, grâce à qui ce livre a pu être édité en français. La traduction de Cyril Le Roy est d'une grande qualité, mais elle n'a pu effacer une bibliographie trop anglophone, dénonçant un manuscrit originel en anglais.

Ce livre n'aurait pas pu voir le jour sans les conditions généreuses qui m'ont été offertes par l'Oxford Martin School, à l'université d'Oxford. Au moment de l'impression, j'ai été frappé par la nouvelle du décès de Kofi Annan, l'un des réviseurs de cette monographie. Il a été pour moi une source constante d'inspiration. Enfin, je tiens à remercier ma femme Maracimoni pour la force et l'énergie qu'elle m'a apportées.

L'AFRIQUE EST L'AVENIR DU MONDE

Je suis par ailleurs reconnaissant pour sa collaboration à la célèbre photographe camerounaise, mon amie Angèle Etoundi Essamba, auteure de la belle photo de couverture.

Préface

Au tournant de ce siècle deux récits de l'avenir du monde nous sont venus des États-Unis d'Amérique : celui de « la fin de l'histoire » et celui du « choc des civilisations ». Selon le premier, l'effondrement de l'Union soviétique marquait le triomphe définitif et universel de la démocratie libérale et de l'ordre du marché, faisant ainsi basculer le monde dans un éternel présent¹. Selon le second, la fin de la guerre froide ouvrait au contraire la voie à un monde dangereux et incertain, dominé par la compétition entre quelques grandes civilisations définies par leur substrat religieux². L'opposition de ces deux visions a toutefois été dépassée par l'histoire de ces vingt dernières années. Dans de nombreux pays, le règne sans partage de l'ordre du marché va de pair avec l'excitation des passions identitaires, selon un schème politique déjà bien identifié par Karl Polanyi dans les années 1930³.

L'un des points communs de ces deux récits est la place marginale qu'ils assignent à l'Afrique. Dans la perspective hégélo-marxiste de la « fin de l'histoire », telle qu'interprétée (avant Fukuyama) par Kojève, les Africains, comme les Russes ou les Chinois, ne seraient que « des Américains encore pauvres, d'ailleurs en voie de rapide enrichissement », destinés à se fondre dans l'*American way of life*⁴. Dans la perspective du « choc des civilisations », l'Afrique ne compterait pas davantage, car l'affirmation

d'une identité africaine serait entravée par sa division entre identités tribales et entre régions musulmanes ou chrétiennes⁵. L'observation faite par Montesquieu il y a exactement trois siècles conserve ainsi toute son actualité : « L'Afrique a toujours été si inconnue, qu'on ne peut en parler si précisément que des autres parties du monde [...] ses princes sont si faibles, que ce sont les plus petites puissances du monde⁶. »

Pour remédier à cette faiblesse il faut sortir de cette méconnaissance. Tel est l'objet du livre de Carlos Lopes, qui est particulièrement qualifié pour nous guider dans cette voie. Économiste chevronné, professeur à l'université du Cap et à l'École des sciences politiques de Paris, chercheur au Royal Institute of International Affairs de Londres, il est aussi à l'aise dans les pays d'expression lusophone qu'anglophone et francophone. Il a dirigé la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies et est aujourd'hui membre de la Commission mondiale sur l'économie et le climat et haut représentant de l'Union africaine pour les négociations avec l'Union européenne. À partir d'une cartographie rigoureuse de la situation présente de l'Afrique dans le monde, il trace les voies d'un avenir qui ne se laisse réduire ni à sa dissolution dans la globalisation néolibérale, ni à l'essentialisation d'une culture et d'une identité marquées au coin de la diversité. Pour les solides raisons qu'il expose – et qui ne sont pas uniquement économiques, mais aussi démographiques et écologiques –, c'est l'avenir du monde qui se joue en Afrique, et pas seulement celui des Africains. Son livre prend ainsi à rebours la philosophie de l'histoire proprement occidentale, selon laquelle l'histoire aurait un sens déjà écrit, celui d'un « développement de l'humanité » qui obligerait les pays les « moins avancés » (ou « en voie de développement ») à suivre la voie déjà tracée par les pays « avancés » ou « développés ».

Rares sont les leaders de la décolonisation à avoir considéré que le premier pas essentiel dans la voie de l'émancipation consistait à se déprendre de cette philosophie de l'histoire et à rechercher dans le meilleur de sa tradition les voies de sa propre modernité. Ce fut le cas en Inde de Gandhi, considérant que la décolonisation supposait une rupture radicale avec le modèle des sociétés industrielles⁷, ou plus tard d'Amadou Hampâté Bâ, œuvrant inlassablement à la préservation d'un patrimoine culturel, dont l'oubli ou la méconnaissance priverait les Africains des ressources morales et intellectuelles indispensables pour ne pas être livrés sans défense aux façons de penser des autres et pouvoir ainsi participer sur un pied d'égalité au concert des civilisations.

Aujourd'hui, il est clair que le modèle de développement incarné par l'Occident depuis la première révolution industrielle a entraîné le monde dans une impasse écologique. Étant le moins engagé dans ce modèle, l'Afrique est le continent le mieux placé pour en inventer un autre, qui tire les leçons de cette impasse. Telle est la perspective tracée par Carlos Lopes, perspective tonique pour une jeunesse africaine nombreuse, ainsi invitée à s'affirmer dans l'action plutôt que dans la réaction postcoloniale ou les identifications chromatiques⁸. « L'avenir est ce que nous créons⁹ » et l'histoire de l'art nous montre que l'Afrique a su déjà en éclairer les voies. Nul ne nierait l'extraordinaire richesse de sa contribution à l'esthétique, à la musique ou à la danse, aux arts visuels ou à la littérature, à commencer par la littérature francophone¹⁰. Mais si on la coupe des systèmes de pensée dont elle procède, cette contribution est menacée de marchandisation ou de réification ainsi que Chris Marker en a fait la remarque : « Parce qu'elles sont écrites dans le bois, nous prenons leurs pensées pour des statues ; et nous trouvons du pittoresque là où un membre de la

communauté noire voit le visage d'une culture. C'est son sourire de Reims qu'elle regarde ; c'est le signe d'une unité perdue où l'art était le garant d'un accord entre l'homme et le monde ; c'est le signe de cette gravité qui lui lègue, au-delà des métissages des bateaux d'esclaves, cette vieille terre des ancêtres : l'Afrique¹¹. » D'où la complexité de la question de la restitution de ces statues, dont les pensées seraient abolies une seconde fois si elles devaient revenir en Afrique chargées d'un esprit propriétaire aux antipodes de celui qui les a créées¹². Nul ne sort indemne de l'oppression coloniale : ni le colonisé, qui intériorise les façons de penser du colonisateur, ni le colonisateur, que corrompt psychologiquement la culture de l'oppression¹³.

Pour repenser et engager ainsi le monde dans un autre modèle de développement, les pays africains doivent pouvoir faire fond de leurs propres systèmes de pensée, systèmes d'une prodigieuse variété, articulés en plus de deux mille langues vivantes. Leur connaissance est de nature à dévoiler la normativité insue des concepts véhiculés par les sciences sociales. Ainsi en va-t-il, par exemple, du concept de propriété hérité du droit romain, qui a porté la pensée occidentale à voir dans l'Homme « le maître et possesseur de la nature » et à oublier à quel point il en dépend. Cette vision borgne nous conduit tout droit aux catastrophes écologiques. Pour la corriger, il faudrait savoir se mettre à l'école d'autres systèmes de pensée, qui ne réduisent par la Terre à un objet livré à la toute-puissance des hommes. Ce pas de côté est celui auquel nous invite Augustin Berque, lorsqu'il importe en Occident le concept japonais de *Fûdo*¹⁴. Mais c'est en Afrique qu'on trouve sans nul doute les institutions les plus propres à inspirer un rapport équilibré de l'espèce humaine avec la Terre, car s'il est vrai qu'elle en tire sa subsistance, la Terre constitue aussi pour elle une instance souveraine¹⁵. L'Afrique peut ainsi contribuer puissamment à nourrir un

universalisme en creuset, et non plus en surplomb, comme le montre aussi, par exemple, la notion bantoue d'*ubuntu*, évoquée par Carlos Lopes¹⁶.

Encore faut-il, pour que ces systèmes de pensée inspirent l'intelligence collective de l'humanité, ne pas les ignorer, les traiter par le mépris, ou les figer dans des identités culturelles. Autant de risques dont ne sont pas exemptes les élites africaines formées à l'école des universités occidentales, poussées à devenir les missionnaires de la pensée conforme, fût-elle post-moderne. Car, à la différence de ceux de l'Inde ou de la Chine ou des civilisations du Livre, ces systèmes de pensée ne sont que très partiellement fixés dans des corpus écrits. Et beaucoup de ces écrits sont le fruit de recherches anthropologiques que certains croient aujourd'hui devoir disqualifier comme relevant d'une « bibliothèque coloniale ». Les fruits hérités de la pensée africaine se trouvent ainsi exposés à cette espèce particulièrement dangereuse d'ignorants, qui ne veulent rien savoir de ce qu'ils ignorent, car ils se pensent détenteurs d'une vérité intemporelle et universelle, révélée par Dieu ou découverte par la science. Depuis l'ouverture à la fin du xv^e siècle de l'Atlantique au commerce triangulaire, l'Afrique a été soumise à plusieurs variétés de cet universalisme en surplomb, dont les derniers avatars sont d'une part le consensus de Washington et d'autre part le fondamentalisme islamique (ennemi juré des fraternités soufies qui ont tant contribué à maintenir l'intégrité morale et les liens sociaux face aux brutalités coloniales¹⁷). Leur point commun pourrait être résumé par cette formule prêtée à l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Lawrence Summers : « Dès que quelqu'un dit "les choses fonctionnent différemment ici", il va dire une bêtise¹⁸. »

Le bilan que dresse Carlos Lopes des politiques d'ajustement structurel infligées à de nombreux Africains illustre

les effets dévastateurs de cet universalisme en surplomb, qui prétend sauver l'Afrique alors qu'il lui donne le « baiser de la mort¹⁹ ». Or les échecs graves et répétés de ces politiques, en Europe comme en Afrique, n'ont pas suffi selon lui à entamer la foi dans la scientificité des méthodes dont elles se réclament : « Il y a un certain paradoxe, écrit-il, dans le fait de savoir que des recettes ne fonctionnent pas mais de quand même continuer à y recourir. Lorsque les outils théoriques conçus pour appréhender la réalité sont utilisés sans prendre en compte leurs limites, ou lorsque les résultats de recherche sont adaptés de manière sélective pour soutenir un point de vue particulier et confirmer ce que l'on veut, alors la science devient idéologie. » Certes il n'est pas aisé de se déprendre ainsi de catégories de pensée qui ont tous les atours de la science et l'on pourra trouver ici et là dans son livre des traces de cette difficulté. Peut-on vraiment se fier à des comparaisons de « rendement à l'hectare », indicateur typique d'une gouvernance par les nombres aveugle à la singularité des terres cultivées et à l'impact écologique des intrants agricoles ? N'y a-t-il pas de bonnes raisons de douter de la pertinence de l'économie comportementale ? Mais Carlos Lopes ouvre lui-même le champ à cette discussion en appelant à une pluralité des approches et en nous donnant une magistrale leçon d'*économie politique*, attentive à l'histoire, à la géographie, aux cultures et aux institutions. Cette leçon ne s'adresse pas seulement aux Africains, mais à tous ceux qui ont pris conscience de l'abîme où nous entraîne la course folle de la globalisation. Ce sont tous les pays qui doivent aujourd'hui promouvoir « le rétablissement de la capacité de régulation de l'État, l'alignement des systèmes de comptabilité nationale pour valoriser les actifs incorporels – avec l'incorporation des externalités et l'introduction d'indicateurs innovants, la garantie d'un revenu de base, la rationalisation des systèmes financiers d'intermédiation, la

refonte des systèmes fiscaux, l'adoption de budgets visant à améliorer la redistribution des ressources en fonction des résultats économiques, sociaux et environnementaux, et la taxation et le recensement des opérations spéculatives ».

Dans la plupart des pays africains, les États peinent à remplir la tâche nodale que Carlos Lopes leur reconnaît, consistant à rendre aux peuples la maîtrise de leur destin et à faire face aux défis écologiques, technologiques et sociaux des temps présents. Non seulement ces États sont dans l'allégeance aux puissances économiques et financières étrangères, mais ils sont les héritiers de deux figures historiques de la prédation : héritiers d'une administration coloniale vouée, non à la protection, mais à la surexploitation des indigènes et de leurs terres ; et héritiers de ces « petits rois qui vendent leurs sujets aux princes de l'Europe », que stigmatisait déjà Montesquieu au début du XVIII^e siècle²⁰. Comme l'a montré Ibrahima Thioub dans le cas de la Sénégal, l'ouverture du commerce atlantique a ainsi instauré « un divorce durable entre ces États adossés à une économie de pillage d'une part et les populations paysannes désarmées et exclues du pouvoir d'autre part²¹ ». De nos jours la privatisation du monde s'observe sur tous les continents et la patrimonialisation du pouvoir politique n'est certes pas l'apanage des pays africains. Mais il est particulièrement urgent d'y faire face et, selon Carlos Lopes, les dirigeants africains ne pourront plus asseoir durablement leur légitimité qu'en assurant les services de base auxquels aspirent les populations qu'ils gouvernent.

C'est pourquoi, revenant à Rousseau, il appelle à un nouveau « pacte social », qui devrait se décliner à divers échelons : régionaux avec une nécessaire décentralisation, nationaux mais aussi continentaux et intercontinentaux. Ce dernier niveau concerne directement l'Europe appelée à repenser en profondeur ses relations avec le continent

africain, à la lumière notamment de leurs situations démographiques respectives. Si l'on pense que tout jeune Africain devrait pouvoir vivre décemment de son travail sans être contraint de s'exiler au péril de sa vie, alors il faut repenser ensemble – et sur un pied d'égalité – les relations politiques et économiques entre nos continents voisins et se donner les moyens d'une solidarité intergénérationnelle et intercontinentale qui les préserve de la misère et de la violence. Carlos Lopes ne nous donne pas seulement à espérer, il nous invite à agir.

Alain Supiot
Le 16 novembre 2020

Avant-propos

Ce livre est basé sur les réflexions que j'ai menées ces dernières années sur les questions de développement en Afrique et que j'ai récemment exprimées dans plusieurs blogs, discours et conférences données sur le continent. Je tiens à remercier toutes les personnes avec lesquelles j'ai pu partager certains de ces éléments avant la publication de cet ouvrage.

Je me suis fixé trois grands objectifs : faire reculer une tendance émergente dans les débats sur le développement de l'Afrique, qui semble minimiser les défis auxquels le continent a été confronté au cours des deux dernières décennies, en raison d'un récit plutôt simpliste, parfois empreint d'un optimisme exagéré ; élargir les connaissances sur le continent en y intégrant des éléments historiques et contextuels jusqu'alors inconnus du grand public ; et faire des suggestions pratiques destinées aux décideurs politiques sur la manière de « prioriser » les changements dans ce continent à la fois complexe et dynamique.

Cet ouvrage est l'aboutissement de quatre années passées à la tête de la Commission économique pour l'Afrique, administration des Nations unies basée à Addis-Abeba et principal groupe de réflexion sur le développement du continent. Il s'agit d'une tentative pour ouvrir des espaces politiques et proposer des réflexions alternatives sur l'ensemble

des opportunités et des défis liés à la transformation socio-économique de l'Afrique. J'y développe mon point de vue sur l'accélération de l'industrialisation en tant que composante essentielle de cette transformation. Selon moi, il est regrettable que l'industrialisation ait été « abandonnée » dans les programmes officiels de développement depuis un certain temps, alors que l'attention s'est portée sur le commerce en tant qu'objectif plutôt qu'en tant que catalyseur. L'histoire nous apprend que le chemin du développement passe par l'industrialisation, pas nécessairement avec l'objectif de simplement construire des usines et produire des biens, mais parce qu'il s'agit d'une étape dans la transformation des systèmes productifs et la modernisation des écosystèmes économiques.

Ce livre va au-delà du récit enjoué sur « l'essor de l'Afrique » et constitue une tentative pour faciliter le passage des mots aux actes. Il offre des perspectives politiques innovantes sur des questions et des actions critiques nécessaires pour le changement dans le contexte complexe des économies africaines, en mettant l'accent sur le développement à long terme. Il est articulé autour d'une série de défis, au nombre de huit.

Comme les marins qui apprennent de leur expérience pour mieux se préparer à affronter des mers démontées, les Africains doivent faire preuve de détermination pour surmonter les nombreux défis qui se présentent à eux. C'est sur le chemin que l'on apprend. Pour fabriquer un objet, il faut partir des matières premières. Pour transformer l'Afrique, nous devons nous baser sur ce qui est déjà là. Lorsque le chemin est rude, difficile, il faut redoubler d'énergie. Les mers calmes n'ont jamais fait un bon marin.

CHAPITRE 1

Introduction : quelques réflexions sur les mutations actuelles de l'Afrique

Depuis une quinzaine d'années, l'Afrique connaît des taux de croissance économique d'environ 5 % par an, grâce à l'amélioration de la gouvernance économique et de la gestion macroéconomique, la croissance de la consommation intérieure, ainsi que la hausse de la demande et des cours d'un grand nombre de matières premières. Le produit intérieur brut (PIB) net devrait continuer d'augmenter, même si une certaine fragilité de cette croissance économique a pu être observée ces dernières années, comme dans beaucoup d'autres régions du monde¹. Mais ce qui est vraiment inquiétant, c'est cette propension à croître rapidement, tout en se transformant lentement, qui rend le continent vulnérable aux turbulences économiques. Afin de continuer à profiter des évolutions socio-économiques que cette croissance récente a rendu possibles, les pays d'Afrique doivent repenser leur modèle de développement et récolter les fruits de véritables transformations structurelles.

Les dirigeants africains ont pris des engagements pour les cinquante prochaines années lors de l'adoption par l'Union africaine (UA) de l'Agenda 2063. Ce programme, dont la première esquisse remonte aux célébrations du cinquantième anniversaire de l'UA à Addis-Abeba en mai 2013, a été adopté lors du Sommet des chefs d'État qui s'est tenu en janvier 2015. Son premier plan décennal de mise en œuvre

a été approuvé en juin de la même année lors du sommet de Johannesburg. Les pays africains, comme l'ensemble des membres de l'ONU, se sont également prononcés pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, un programme conçu afin de relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de notre planète. Pris dans leur ensemble, ces engagements traduisent une ambition forte. Ces grandes déclarations politiques doivent maintenant se traduire par des mesures concrètes allant dans le sens d'une transformation structurelle.

La croissance économique, à elle seule, n'a pas suffi à transformer l'Afrique. Malgré ses énormes ressources naturelles et humaines, la pauvreté et les inégalités persistent, ce qui conduit même certains observateurs à se demander si ces ressources ne seraient pas en fait une malédiction pour le continent². Principalement tirée par les exportations, la demande en matières premières ne parvient pas à entraîner l'économie dans son ensemble aux niveaux national et régional. L'industrie manufacturière ne compte encore que pour une faible part du PIB net. En Afrique, en particulier dans les pays touchés récemment par un conflit, la priorité devrait être donnée à l'inclusion sociale, économique et politique, un des piliers d'une société ouverte et dynamique. Des politiques spécifiquement conçues pour créer et distribuer les richesses et réduire les inégalités seront nécessaires pour assurer une croissance économique soutenue et correctement répartie à l'échelle du continent. Un tel programme, s'il ne se traduit pas par des actes concrets ou s'il est mal appliqué, ne sera toutefois pas suffisant pour propulser l'Afrique vers un avenir radieux. C'est donc la nature même du développement qu'il s'agit aujourd'hui de repenser.

Pour transformer une croissance économique rapide en développement soutenable et profitable à tous, les pays

africains ont besoin de stratégies de diversification de leurs économies, qui créent des emplois, réduisent les inégalités et améliorent significativement l'accès aux services de base. Les réformes doivent s'attaquer non seulement aux fortes disparités géographiques (entre zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre régions), mais aussi à la faible mobilité inter-générationnelle dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi, où les inégalités sont encore criantes. Afin de véritablement éradiquer la pauvreté, toute politique de planification sérieuse devra surtout s'appuyer sur la possibilité pour la population d'accéder à de bons emplois qui lui permettent de subvenir à ses besoins. Les capacités et la productivité des professions peu qualifiées (ce qui, pour l'Afrique, correspond essentiellement aux activités agricoles rurales) doivent être renforcées. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime à près de 10 000 milliards de dollars le montant des transferts de revenus et de la protection sociale associée nécessaire pour éradiquer l'extrême et la moyenne pauvreté d'ici 2030 – d'où la nécessité d'efforts concertés afin de modifier radicalement les approches préconisées actuellement.

Dans un article-bilan paru dans la revue *Foreign Policy*, qui a beaucoup circulé par la suite, Rick Rowden³ estime que les Africains se méprennent gravement lorsqu'ils cherchent à tout prix à propager un grand récit enthousiaste sur « l'essor de l'Afrique⁴ ». Selon lui, les données et les indicateurs ne permettent pas de dresser un tableau aussi flatteur. Tandis que les Africains ont pris l'habitude de citer comme preuves du « développement » du continent les taux de croissance élevés du PIB, l'augmentation du revenu par habitant et le développement exponentiel du nombre de smartphones et des services bancaires mobiles, Rick Rowden affirme quant à lui : « Ces indicateurs ne donnent qu'une image partielle du niveau de développement – du moins au sens où on

l'entend depuis des siècles. Depuis l'Angleterre de la fin du xv^e siècle jusqu'aux tigres asiatiques de l'époque contemporaine, le développement a généralement été entendu comme synonyme d'"industrialisation". Les pays riches ont compris il y a fort longtemps que si une économie ne se détourne pas des activités sans avenir, dont les rendements ne font que diminuer avec le temps (comme l'agriculture primaire et les activités d'extraction telles que l'exploitation des ressources minières, forestières et halieutiques), pour se tourner vers des activités dont les rendements sont croissants (comme l'industrie manufacturière et les services), alors on ne peut pas dire de cette économie qu'elle se développe⁵. »

D'une certaine manière, Rowden a raison. Il est vrai, par ailleurs, que les données qui émanent du continent africain ne sont pas parmi les plus fiables. Cela tient dans la plupart des cas à l'obsolescence des méthodologies et des échantillons utilisés pour la collecte des informations, sans oublier l'absence de points de données proches de la réalité. Les méthodologies s'appuient sur des sous-estimations, alors qu'elles devraient plutôt rechercher leur potentielle extrapolation. L'argument selon lequel ce que nous observons actuellement en Afrique ne constitue pas un mode de transformation souhaitable s'en trouve confirmé.

Malgré les progrès enregistrés du point de vue des indicateurs de développement humain, notamment grâce à l'accès à l'éducation et à la baisse significative de la mortalité maternelle et infantile, je suis convaincu que c'est l'incapacité actuelle à relever un certain nombre de défis liés à cette transformation qui maintient le continent piégé dans un état d'équilibre bas. Ces défis récurrents constituent la trame de ce livre. Il est fondamental de décrire de manière exhaustive les questions clés permettant de comprendre dans quel contexte émergent certaines perceptions trompeuses, empreintes de pessimisme et de négativité. Ce livre identifie

huit défis qui pourraient contribuer à une meilleure analyse des enjeux de cette mutation contemporaine.

Les récits sur l’Afrique pèchent souvent par manque de données fiables, en raison de perceptions historiques négatives et d’analyses simplistes et superficielles, souvent liées à l’absence d’études comparatives avec d’autres régions du monde. C’est comme si l’Afrique était une entité isolée sur le plan non seulement géographique mais aussi historique. Ce type de particularisme a considérablement nui à l’image du continent.

Fort de ce constat, j’ai choisi d’articuler ce livre autour de huit défis qui me paraissent essentiels pour l’Afrique d’aujourd’hui : réformer le système politique, respecter la diversité, comprendre le contexte des politiques publiques, se transformer structurellement grâce à l’industrialisation, augmenter la productivité agricole, revoir le contrat social, s’adapter au changement climatique et se donner la capacité d’agir dans les relations avec la Chine.

Mon analyse d’un certain nombre des défis urgents auxquels les pays africains sont confrontés en termes de développement s’accompagne d’une contribution visant à trouver les solutions optimales aux problèmes existants, tout en émettant des propositions afin de tirer le meilleur parti des atouts du continent. J’expose également ici certaines des conditions nécessaires à l’adoption de politiques industrielles qui permettront de dépasser le récit enthousiaste sur « l’essor de l’Afrique ».

Dans une certaine mesure, la liste des défis établie ici est arbitraire. De nombreuses tendances de fond affectant l’Afrique auraient certainement pu aussi faire l’objet de chapitres particuliers, notamment les évolutions démographiques et les déplacements de populations qui en découlent, mais aussi le potentiel de développement, l’impact de la

technologie et de l'innovation, ou encore les effets de l'accélération du processus d'urbanisation. Il me semble néanmoins que le caractère fortement imbriqué des défis exige de faire des choix, par souci de clarté.

Pour que le changement advienne, l'Afrique doit selon moi résoudre des problèmes d'ordre politique, au premier rang desquels le respect de la diversité. Dans le chapitre 2, je cherche à identifier les transformations politiques actuellement à l'œuvre en Afrique en me penchant sans détour sur les controverses ayant cours dans de nombreux pays autour des questions de démocratie et de l'influence qu'exercent des acteurs extérieurs sur les politiques nationales. C'est le point de départ de mon argumentation.

La plupart des pays d'Afrique ne sont pas en situation de prendre les nombreuses mesures qui leur permettraient d'effectuer une transition sans heurts d'une situation de conflit vers la paix, vers la stabilité et la bonne gouvernance, qui sont les principaux piliers d'un développement durable inclusif. Il semble par ailleurs que perdure l'éternel dilemme quant à la voie que l'Afrique devrait emprunter, entre le constitutionnalisme, la démocratie et le développement. Or ces trois grands « objectifs » qui sont autant de slogans électoraux ne sont bien évidemment pas exclusifs les uns des autres ; ils sont même complémentaires. Toutefois, un certain nombre de questions méritent d'être posées : ainsi celle de savoir si l'organisation régulière de scrutins suffit à qualifier un régime de démocratique, ou si une réflexion large sur les pièges récurrents des débats constitutionnels en Afrique permettrait d'expliquer le fréquent décalage observé entre discours et réalité. J'aimerais pouvoir partager le point de vue de Daron Acemoglu et James Robinson, pour qui développement, constitutionnalisme et démocratie se renforcent mutuellement⁶. Mais il ne suffit pas d'adhérer à ces grands principes pour comprendre

POIDS ET MESURES DU MONDE

Dans la même collection

Bruno Trentin

La Cité du travail. La gauche et le fordisme

Avant-propos de Jacques Delors, introduction d'Alain Supiot, traduit de l'italien par Jérôme Nicolas, Fayard 2012.

Pierre Legendre

(sous la direction de)

Tour du monde des concepts

Préface de Jean-Noël Robert, postface de Suresh Sharma, avec les contributions de Mohammad Ali Amir-Moezzi, Danouta Liberski-Bagnoud, Kristofer Schipper, Augustin Emame, Annie Montaut, Osamu Nishitani, Rémi Camus et Orkhan Mir-Kasimov, Fayard, 2014.

Gandhi

Hind Swaraj. L'émancipation à l'indienne

Avant-propos de Charles Malamoud, introduction de Suresh Sharma, édition établie par Suresh Sharma et tridip Suhrud, traduit du goujarati par Annie Montaut, Fayard, 2014.

Alain Supiot

La Gouvernance par les nombres

Fayard 2015, nouvelle édition augmentée d'une préface, Pluriel 2020.

Pierre Musso

La Religion industrielle. Monastère, Manufacture, Usine. Une généalogie de l'entreprise

Fayard, 2017.